Dissolution des partis politiques : Me Konaté appelle la Cour constitutionnelle à « assumer pleinement ses responsabilités »

MALI

1839

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 03 SEPTEMBRE 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



ÉDITORIAL - De Moussa Traoré à aujourd'hui

La malédiction des compagnons sacrifiés

L'histoire politique récente du Mali est marquée par une constante : chaque transition a accouché d'espoirs immenses et de désillusions tout aussi profondes. Ce paradoxe n'est pas une fatalité, mais le résultat d'une erreur récurrente : croire que le pouvoir se délègue, qu'il peut se morceler en parts à distribuer entre les forces du moment.



Kidal : Un drone kamikaze vise la résidence du Général Gamou



Coopération militaire et humanitaire : Le CEMGA reçoit une délégation du CICR au Mali


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

ÉDITORIAL – De Moussa Traoré à aujourd'hui : La malédiction des compagnons sacrifiés **P.4**

Brèves /

Diamond-Cement : Plus de 200 travailleurs contraints au chômage technique **P.9**
Solinta face à une invasion d'insectes : Les cultures locales en péril **P.9**
Incursion meurtrière dans le village de Wafourma : Les habitants réclament plus de sécurité **P.10**
Kayes : Le couvre-feu prorogé pour trente jours face à la menace terroriste **P.10**

Actualité /

Kidal : Un drone kamikaze vise la résidence du Général Gamou **P.12**
Coopération militaire et humanitaire : Le CEMGA reçoit une délégation du CICR au Mali **P.14**
La CANAM intensifie la sensibilisation sur le RAMU à travers une campagne nationale **P.16**

Politique /

Mopti : Yacouba Katilé appelle chaque citoyen à devenir « un soldat de la paix » **P.19**
Dissolution des partis politiques : Me Konaté appelle la Cour constitutionnelle à « assumer pleinement ses responsabilités » **P.21**

Culture & société /

Anniversaire : Le PMU du Mali célèbre ses 31 ans avec éclat **P.24**

International /

Xi Jinping à l'OCS : Unir les forces pour des résultats mutuellement bénéfiques **P.25**
Peng Liyuan invite les épouses des dirigeants étrangers participant au sommet de l'OCS à faire une croisière à Tianjin **P.26**

Sport /

AfroBasket U-16 / Le Mali vise un 9e titre consécutif **P.27**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



ÉDITORIAL

De Moussa Traoré à aujourd'hui

La malédiction des compagnons sacrifiés

L'histoire politique récente du Mali est marquée par une constante : chaque transition a accouché d'espoirs immenses et de désillusions tout aussi profondes. Ce paradoxe n'est pas une fatalité, mais le résultat d'une erreur récurrente : croire que le pouvoir se délègue, qu'il peut se morceler en parts à distribuer entre les forces du moment. Or, le pouvoir, surtout dans un État en recomposition, ne se délègue pas : il se structure, se porte et se maîtrise.

La transition actuelle n'échappe pas à cette tentation des répartitions de postes, qui finissent par devenir l'obsession au détriment de la vision. Dans l'histoire malienne, chaque fois que l'on a substitué la quête du partage au projet national, le pays s'est enfoncé dans le désordre et la frustration. Les exemples abondent.

Les compagnons du général Moussa Traoré, au lendemain du coup d'État de 1968, en savent quelque chose. Tiécoro Bagayoko, véritable auteur du coup d'état contre Modibo Keita selon le témoignage de l'aide de camp de ce dernier, Charles Samba Sissoko, Karim Dembélé, Kissima Doukara, Joseph Mara et bien d'autres pensaient pouvoir coexister durablement dans un équilibre d'intérêts partagés. Ils furent rapidement broyés par la mécanique du pouvoir, rappelés à cette vérité implacable : on ne gouverne pas par addition d'ambitions personnelles, mais par cohérence et centralité de l'autorité.

Amadou Toumani Touré, sous la Transition démocratique de 1992, n'a pas échappé à ce syndrome. Une malédiction des pouvoirs intérimaires ? En tout cas, très rapidement il a fait arrêter le colonel Oumar Diallo dit Birus, sans lequel le coup d'Etat contre Moussa Traoré n'aurait pu se faire sans effusion de sang. Libéré puis mis à la retraite d'office, Oumar Diallo s'est reconverti dans les affaires, notamment les mines, qui lui ont d'ailleurs réussi. Il n'est plus de ce monde.

Plus récemment, le capitaine Amadou Aya Sanogo et son entourage ont reproduit le même schéma. Le coup d'État de 2012, justifié par l'incapacité du régime précédent à protéger l'intégrité territoriale, a vite sombré dans des querelles intestines, des luttes de clans et des règlements de comptes. Résultat : les promesses de renouveau se sont dissoutes dans la désillusion et l'humiliation nationale.

Aujourd'hui, les officiers Malick Diaw et Sadio Camara, acteurs influents du processus en cours, devraient méditer sur ces précédents.

L'histoire ne s'écrit pas par effacement des leçons, mais par leur intégration. À trop croire que la gestion collégiale par quotas garantit la stabilité, on oublie que la nation se gouverne d'abord par clarté de cap et fermeté de commandement.

Le M5-RFP, pour sa part, aurait dû se rappeler que le Mouvement démocratique des années 1990, après avoir porté le sacrifice ultime pour l'avènement de la démocratie, a lui aussi vu sa lutte dévoyée et ses acteurs spoliés. Beaucoup parmi eux, aujourd'hui membres du Comité stratégique, connaissent la douleur d'avoir été marginalisés après avoir offert leur sueur et parfois leur vie pour le Mali.



Et l'histoire, encore une fois, semble se répéter. Les figures influentes du M5-RFP, comme Choguel Maïga, Issa Kaou N'Djim, Ben le Cerveau ou Clément Dembélé, ont tour à tour été arretés et envoyés en prison. D'autres ont été contraints à l'exil, à l'image de l'imam Mahmoud Dicko et du Dr Oumar Mariko. Même des officiers supérieurs proches de l'ex-CNSP, comme les généraux Abass Dembélé et Néma Sagara, ont été écartés et privés de liberté et de leur influence. Comme si la transition actuelle reproduisait, presque mécaniquement, le sort réservé hier aux compagnons de Moussa Traoré ou de Amadou Aya Sanogo. Ne dit-on pas que la révolution finit toujours par manger ses propres fils ? Ou encore que la lutte unît, mais que le pouvoir divise ?

Cette répétition de l'histoire, sous différentes formes, révèle une constante : on ne peut réaliser une vision sans son auteur. La délégation excessive, la fragmentation des responsabilités et les compromis de circonstance sont les fossoyeurs des transitions. Le pouvoir, pour être utile à la nation, doit être pensé comme une mission, non comme une distribution.

D'ailleurs, pour être complet, on ne peut passer sous silence la liquidation par Modibo Keita lui-même, de ses premiers compagnons qu'étaient Jean-Marie Koné Drissa Diarra et autres accusés de dérives droitières. Ainsi est le 22 août 1966 le Comité National de Défense de la Révolution (CNDR) qui a finalement conduit le régime à sa perte.

Le Mali n'a plus droit aux erreurs du passé. La transition actuelle n'a de sens que si elle s'extrait de la logique des postes pour entrer dans celle du projet national. Faute de quoi, elle ne sera qu'un épisode de plus dans la longue chronique des occasions manquées.

Moctar Sow





Primature du Mali

LE NOUVEAU REPRÉSENTANT DU HCR REÇU PAR LE PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye MAIGA a reçu ce 29 août 2025 en audience Pierre CAMARA, nouveau Représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Mali, UNHCR. Cette visite de courtoisie a permis au Représentant de l'UNHCR au Mali de saluer la bonne collaboration avec notre pays et de réaffirmer l'engagement du HCR à contribuer au renforcement de cette excellente coopération. Le Premier ministre a invité le Représentant du HCR au Mali à prendre en compte les priorités humanitaires de la Confédération des Etats du Sahel, AES.
CCRP/PRIMATURE



LE PREMIER MINISTRE PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE DE MONTÉE DES COULEURS

Le Premier ministre, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye MAIGA a présidé ce lundi 1er Septembre 2025 la traditionnelle montée des couleurs nationales à la Primature. Au tour du chef du gouvernement, les membres du cabinet de la Primature, ceux du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, les chefs de service rattachés à la Primature, le Gouverneur du district de Bamako, l'Agent chargé d'expédier les affaires courantes de la mairie du district de Bamako, les forces de sécurité et le personnel de la Primature. Cette cérémonie de montée des couleurs vise non seulement à entretenir une véritable cohésion au sein de l'équipe, mais aussi et surtout à promouvoir la paix, la stabilité et cultiver l'amour de la patrie.
CCRP-PRIMATURE





35ÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ANICT SOUS LA PRÉSIDENCE DU PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye MAIGA a présidé ce matin au Centre de Formation des Collectivités Territoriales, les travaux de la 35è session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités, ANICT. Sur la table des administrateurs, les états financiers au 31 décembre 2023, le rapport annuel d'exécution technique et financier du Fonds National d'Appui aux Collectivités 2024 et le rapport du premier semestre sur l'état d'exécution du Plan de travail et de son budget annuel 2025. Des documents présentés, il ressort que sur les 71 activités inscrites, 58 ont connu un début d'exécution. Pour le Premier ministre, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, ces actions s'inscrivent en droit ligne de la vision du Président de la Transition et en exécution de l'Axe 3 du Programme d'action du Gouvernement 2025/2026. C'est ainsi qu'on peut citer la réalisation du marché moderne de Bla pour un montant de 750 millions de FCFA ; la pose de la première pierre du marché de Parana, dans la région de San, pour un montant de 815 millions de FCFA ; la construction en cours d'un marché à Barouéli pour un montant de 775 millions de FCFA ; la construction de deux CSCOM à Kassela et Tabakoro, dans la région de Koulikoro, pour un montant total de 300 millions de FCFA ; la construction de la gare routière de Diéma pour un montant de 1.242.180.369 FCFA et enfin la construction du marché de Yélimané pour un montant de 726 876 618 FCFA. Selon le Général de Division Abdoulaye MAIGA, ces investissements contribuent incontestablement à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens, en milieux urbain et rural, et témoignent de la volonté constante des hautes autorités d'offrir à chaque Malien un cadre de vie digne et fonctionnel.
CCRP-PRIMATURE





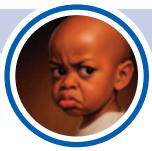
Horizon Des Patriotes



Issa Ahmed baba le multimilliardaire Nigerien qui n'a jamais été à l'école. Il est d'ailleurs l'un des hommes le plus riche du Niger. Fondateur du groupe Oriba un conglomérat évoluant dans le pétrole , agroalimentaire, industrie ,automobile et l'immobilier. Il n'a pas un diplôme mais il s'est formé sur le terrain et il s'est entouré des meilleurs conseillés spécialisés et qualifiés. Son groupe réalise des milliards de chiffre d'affaire par an et emploie plus de 8000 personnes.
Bravo Issa Ahmed Baba



Les blagues du jour



MA PETITE NOUS AUSSI ON N'A FAIT ÇA MAIS AUJOURD'HUI ON EST MAÇON



Makou Sy



CONSTAT SUR LA SOURCE DES CONFLITS DANS LES FÉDÉRATIONS SPORTIVES MALIENNES !

1. La tenue des élections : une cause majeure des conflits

L'une des principales sources de tensions dans les fédérations sportives maliennes réside dans l'organisation des assemblées générales électives. Celles-ci, au lieu d'être un exercice démocratique et transparent, deviennent souvent un terrain de manœuvres et de rivalités.

2. Une organisation biaisée dès le départ

En principe, l'assemblée générale élective devrait être organisée dans le strict respect des statuts et règlements en vigueur. Or, dans la pratique :

- C'est généralement le président sortant qui impulse et contrôle le processus.
- Les organes en charge des élections sont souvent proches du bureau exécutif sortant, ce qui remet en cause leur impartialité.
- Dans de nombreuses fédérations, ni les statuts internes, ni le nouveau statut uniforme exigé par les réformes ne sont respectés ou appliqués.

Ainsi, le processus électoral est fragilisé avant même son démarrage.

3. La problématique du renouvellement des ligues

Un autre facteur aggravant est le non-renouvellement des ligues affiliées :

- Certains présidents refusent volontairement de convoquer ou de faciliter le renouvellement des ligues, ce qui leur permet de rester en place sans véritable légitimité.
- Dans d'autres cas, certaines ligues sont inexistantes ou fictives, mais utilisées comme levier de contrôle politique lors des élections.

Cela favorise la concentration du pouvoir et empêche l'émergence d'une alternance démocratique.
4. Le maintien prolongé au pouvoir
De nombreux présidents s'accrochent à leur poste pendant 10, 15 voire 20 ans, même lorsqu'ils ne bénéficient plus de la confiance des acteurs de base (ligues, clubs, arbitres, athlètes).
- Pour se maintenir, ils manipulent les textes ou créent des règlements sur mesure.
- Cette volonté de rester "coûte que coûte" finit par provoquer des divisions, des contestations et parfois des crises ouvertes.
5. Le rôle limité du ministère des Sports
Même si le ministère des Sports supervise officiellement les élections, son rôle reste limité.
- Il ne peut interférer directement dans la gestion interne des fédérations, qui jouissent d'une autonomie administrative.
- Cette limite laisse souvent un champ libre aux pratiques contestées des présidents sortants.
6. Pistes de solutions
Pour sortir de ce cercle vicieux, plusieurs mesures doivent être envisagées :
1. Mettre en place un organe électoral indépendant (comité ad hoc ou huissier de justice) qui organise les élections, au lieu de laisser ce pouvoir au président sortant.
2. Appliquer strictement le statut uniforme adopté pour toutes les fédérations, afin de garantir une base juridique commune et transparente.
3. Obliger au renouvellement régulier des ligues affiliées, sous peine de suspension, afin de maintenir une représentativité légitime.
4. Renforcer le rôle de supervision du ministère des Sports, en l'autorisant à valider la conformité juridique et statutaire des élections.
5. Limiter le nombre de mandats présidentiels pour favoriser l'alternance et éviter la personnalisation excessive du pouvoir.
Ce constat met en évidence que les conflits dans les fédérations sportives maliennes ne sont pas seulement liés aux ambitions personnelles, mais surtout à des failles structurelles et institutionnelles dans l'organisation des élections.
Sy Aminata Makou Traoré



Adama Traore



Un week-end de service à la communauté !
Chers amis,
Ce samedi 30 août 2025, nous avons eu l'honneur de poser la première pierre d'une école dans la commune rurale de Dioumaténé.
Il s'agit de la neuvième école du genre qui sera construite dans le cercle de Kadiolo, grâce à l'engagement de *Son Excellence Yeah Samaké* auprès des communautés de cette localité du Mali.
Les autorités locales ainsi que les légitimités traditionnelles du cercle adressent leurs sincères remerciements à Yeah Samake , à travers la Fondation Empower Mali, pour son engagement constant en faveur de l'éducation et du développement local.



Ammy Baba Cisse



Le Mali a rénové des stades à des coups de milliards mais les Aigles iront jouer hors du pays. Sory explique nous cela.

Le couvre-feu, instauré à Segou, est prorogé d'un mois reconductible allant du 3 septembre au 2 Octobre 2025. Il débute à 00h et finit à 5h

« Le Venezuela est confronté à la plus grande menace que le pays n'ait connue durant ces 100 dernières années » Maduro

« S'agissant de l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne, nous n'avons jamais été opposés, mais pour l'OTAN, c'est autre chose » Vladimir Poutine

Des rats, longtemps autonomes et souverains dans les égouts, excellents en mensonges, commencent à descendre du navire qualifié de barque dictatoriale

Diamond-Cement : Plus de 200 travailleurs contraints au chômage technique



Depuis le 20 août 2025, plus de deux cents travailleurs de la société Diamond-Cement Mali SA se trouvent en chômage technique. La mesure, décidée par la direction de l'usine, devrait durer trois mois, soit jusqu'au 20 novembre prochain.

L'annonce a été accueillie avec inquiétude par les employés concernés, dont l'avenir professionnel reste suspendu à l'évolution de la situation économique de l'entreprise. Selon les informations recueillies, l'administration de Diamond-Cement avait initialement prévu de mettre en œuvre cette décision dès le 23 juillet 2025. Toutefois, l'Inspection du travail a rejeté la demande pour vice de forme, obligeant l'employeur à revoir sa copie. Après réexamen, la période allant du 20 août au 20 novembre a finalement été validée.

Cette suspension temporaire d'activité, qualifiée de « chômage technique », survient dans un contexte difficile pour le secteur industriel au Mali. La flambée des coûts de production, la rareté de certaines matières premières, ainsi que les contraintes énergétiques et logistiques pèsent lourdement sur les usines de ciment. Diamond-Cement, acteur majeur de la filière, n'échappe pas à cette conjoncture tendue.

Du côté des travailleurs, la décision soulève des préoccupations sociales et économiques. « Nous ne savons pas comment subvenir aux besoins de nos familles pendant ces trois mois », confie un employé sous couvert d'anonymat. Même si le chômage technique prévoit une compensation financière, celle-ci reste généralement inférieure au salaire habituel, accentuant la précarité des ménages.

Pour sa part, l'Inspection du travail insiste sur le respect strict des procédures légales afin de garantir la protection des droits des salariés. La validation récente de la mesure ouvre désormais la voie à son application effective, mais la situation continue d'être suivie de près par les services compétents.

En attendant, les syndicats appellent à une concertation élargie entre les autorités, la direction de Diamond-Cement et les représentants des travailleurs pour trouver des solutions durables. Car au-delà de ce chômage technique, c'est la stabilité de centaines d'emplois et la continuité de la production nationale de ciment qui sont en jeu.

Yacouba Ongoiba

Solinta face à une invasion d'insectes : Les cultures locales en péril



Les cultures de Solinta, un village de la commune rurale de Oualia, situé dans le cercle de Bafoulabé, sont actuellement menacées par une invasion d'insectes nuisibles. Ces ravageurs, reconnaissables par leur couleur noire et blanche, ciblent principalement les pastèques, les gombos, les concombres et diverses autres cultures locales. Les agriculteurs locaux se retrouvent ainsi confrontés à une situation alarmante, car ces insectes détruisent méticuleusement les récoltes, les plongeant ainsi dans une profonde détresse.

Face à cette crise agricole sans précédent, les paysans de Solinta lancent un cri de cœur aux autorités compétentes, implorant une intervention urgente pour endiguer ce fléau. En effet, les conséquences de cette infestation d'insectes pourraient avoir un impact dévastateur sur la sécurité alimentaire de la région, ainsi que sur l'économie locale déjà fragilisée.

Les agriculteurs affectés par cette situation difficile appellent à la mobilisation des autorités locales et nationales pour trouver des solutions efficaces et durables afin de protéger leurs cultures et préserver leurs moyens de subsistance. Ils soulignent l'urgence d'une action coordonnée, mettant en avant la nécessité d'initier des programmes de lutte contre les ravageurs, de promouvoir des pratiques agricoles durables et de fournir un soutien technique et financier aux agriculteurs impactés.

En réponse à cet appel pressant des agriculteurs de Solinta, les autorités sont invitées à prendre des mesures rapides et concrètes pour faire face à cette crise agricole. Il est impératif de mettre en place des stratégies de lutte intégrée contre les insectes nuisibles, d'encourager l'utilisation de méthodes biologiques et respectueuses de l'environnement, et de renforcer les capacités des agriculteurs pour prévenir de futures infestations.

La situation critique des cultures à Solinta met en lumière l'urgence d'une action immédiate pour protéger l'agriculture locale et garantir la sécurité alimentaire des populations. La solidarité et la coopération entre les acteurs locaux, les autorités et les experts en agriculture sont essentielles pour surmonter cette crise et permettre aux agriculteurs de retrouver espoir et prospérité dans leurs activités agricoles.

Fatou Sissoko

Incursion meurtrière dans le village de Wafourma : Les habitants réclament plus de sécurité



Le calme a été brutalement rompu dans le village de Wafourma, situé à 5 kilomètres du Burkina Faso, dans la commune de Boura, cercle de Yorosso. En effet, des individus ont mené une incursion meurtrière jeudi dernier, le 28 août, comme le rapportent des sources locales.

Les assaillants ont été décrits comme portant des tenues des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) et ont malheureusement causé la mort de cinq personnes lors de cette attaque. Les victimes incluent un tradithérapeute renommé et son fils, ainsi qu'un autre homme et deux femmes. Selon les informations disponibles, ces personnes auraient été accusées de collusion avec des groupes djihadistes opérant dans la région.

Suite à cet événement tragique, les habitants de la commune de Boura, qui est frontalière avec le Burkina Faso, expriment leur profonde inquiétude quant à la sécurité de la région. Ils réclament avec insistance des mesures supplémentaires pour assurer la protection des citoyens face à de telles violences.

Les autorités locales ont été interpellées afin de renforcer la présence sécuritaire dans la région, et des appels ont été lancés pour une coopération accrue entre les forces de sécurité et les communautés locales. La population de Boura espère ainsi pouvoir retrouver un sentiment de sécurité et de stabilité dans leur quotidien, face à la menace grandissante que représentent ces attaques tragiques.

Cette nouvelle attaque souligne une fois de plus l'urgence d'agir pour prévenir de tels actes de violence et protéger la population civile. Les autorités compétentes sont appelées à prendre des mesures concrètes pour assurer la sécurité et la tranquillité des habitants de la région de Boura, afin d'éviter que de telles tragédies ne se reproduisent à l'avenir.

Fatou Sissoko

Kayes : Le couvre-feu prorogé pour trente jours face à la menace terroriste



A Kayes, dans l'ouest du Mali, les autorités régionales ont décidé de maintenir le couvre-feu en vigueur. Le gouverneur de région a annoncé la prorogation de cette mesure pour une durée de trente jours, à compter du 31 août 2025. Cette décision intervient dans un contexte marqué par la persistance de la menace terroriste dans la zone.

Le couvre-feu, qui limite les déplacements nocturnes, est perçu comme un outil stratégique visant à renforcer la sécurité et à réduire les risques d'infiltration des groupes armés. Selon les autorités, la mesure permettra aux Forces de défense et de sécurité de mener plus efficacement leurs opérations de surveillance et de contrôle.

Depuis plusieurs années, la région de Kayes, longtemps considérée comme relativement épargnée par l'insécurité, connaît une recrudescence d'attaques attribuées à des groupes armés terroristes. Des localités rurales ont déjà été la cible d'incursions, provoquant la peur parmi les populations et perturbant la vie socio-économique. Le maintien du couvre-feu vise donc à prévenir de nouveaux incidents et à rassurer les habitants.

Si certains citoyens saluent cette mesure qu'ils jugent nécessaire pour la protection des personnes et des biens, d'autres soulignent les difficultés qu'elle entraîne, notamment pour les activités économiques nocturnes et les déplacements urgents. « Nous comprenons la nécessité du couvre-feu, mais il complique énormément notre quotidien », confie un habitant de Kayes.

Les autorités régionales appellent cependant les populations à faire preuve de patience et de collaboration. « Le respect du couvre-feu est indispensable pour donner plus de marge d'action aux forces de sécurité », a indiqué un responsable local.

Dans ce contexte, la prorogation du couvre-feu illustre la volonté de l'État de rester vigilant face à une menace sécuritaire toujours préoccupante. Elle témoigne aussi de la nécessité d'un engagement collectif, où les forces de sécurité et les citoyens doivent travailler main dans la main pour protéger la région.

Yacouba Ongoiba

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Kidal : Un drone kamikaze vise la résidence du Général Gamou



Le 28 août 2025, le calme fragile de Takalot, localité de la région de Kidal, a été brisé par une attaque d'un genre inédit. La résidence du Gouverneur de Kidal, également Président du Conseil Supérieur des Imghads et Alliés (CSIA), le Général Alhaji Gamou, a été la cible d'un drone kamikaze. L'opération, revendiquée par le Front de Libération de l'Azawad (FLA), marque un tournant préoccupant dans l'évolution des violences armées au Mali et plus largement au Sahel.

Jusqu'ici, les affrontements dans le Nord du Mali reposaient sur des tactiques classiques : combats directs, embuscades, engins explosifs improvisés (EEI) ou véhicules piégés. L'introduction du drone-suicide, une arme déjà employée dans des conflits en Ukraine, en Syrie ou au Yémen, constitue une innovation technologique dans le contexte sahélien. Elle traduit l'internationalisation progressive des violences, où des méthodes importées viennent remplacer des pratiques jusque-là enracinées dans le terrain local.

Le choix de la cible n'était pas anodin. En s'attaquant à la résidence du Général Gamou, figure centrale de l'autorité politique et militaire dans la région, les assaillants ont cherché à envoyer un message clair : aucun responsable, aussi influent soit-il, n'est à l'abri. L'effet psychologique est puissant, car il remet en cause la perception de sécurité et d'intouchabilité des autorités.

Dans un communiqué publié le lendemain, le CSIA a condamné ce qu'il qualifie de dérive contraire aux valeurs et aux pratiques ancestrales de la région. Selon l'organisation, l'usage de drones kamikazes ouvre la voie à trois dangers principaux :

Un effet d'entraînement : d'autres groupes armés pourraient imiter cette opération, cherchant eux aussi à se procurer des drones, ce qui accroîtrait l'imprévisibilité et la fréquence des attaques; La fragilisation du tissu communautaire : viser un chef respecté comme le Général Gamou, c'est tenter de déstabiliser les équilibres locaux et d'alimenter un cycle de représailles entre communautés; L'érosion de l'autorité de l'État : si même un gouverneur peut être ciblé par une arme importée, la crédibilité du pouvoir central dans le Nord s'en trouve fortement diminuée.

Face à cette escalade technologique, les autorités nationales et régionales sont appelées à agir sans délai. Plusieurs pistes se dessinent :

Renforcer le contrôle des trafics transfrontaliers, susceptibles de faciliter l'acheminement clandestin de drones et d'équipements sophistiqués; Installer des dispositifs de protection anti-drones, même rudimentaires, autour des camps militaires, des résidences officielles et des infrastructures stratégiques; Former et équiper les forces de sécurité pour détecter et neutraliser ce type de menace émergente.

Au-delà de Kidal, l'attaque de Takalot symbolise un danger plus vaste : celui de voir le Sahel devenir un laboratoire de nouvelles formes de guerre importées de l'étranger. Comme le souligne le site Bamada.net, l'usage de drones kamikazes ne relève pas d'une innovation locale, mais d'une importation périlleuse qui risque de transformer la nature même du conflit dans la région.

La vigilance, la solidarité entre communautés et la fermeté des autorités apparaissent comme des conditions essentielles pour éviter que cette mutation ne s'enracine. Refuser l'introduction de ces armes, c'est non seulement protéger les populations, mais aussi préserver les valeurs et la dignité collective qui fondent le vivre-ensemble dans le Nord du Mali.

Moctar Sow



Coopération militaire et humanitaire : Le CEMGA reçoit une délégation du CICR au Mali



Le Chef d'État-major général des Armées (CEMGA), le Général de Division Oumar Diarra, a reçu en audience, le vendredi 29 août 2025, le Chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) au Mali, Nicolas Lambert. Ce dernier était accompagné de sa conseillère politique, Tinalbaraka Walett Mohamed Aly.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la présentation des activités humanitaires du CICR au Mali, ainsi que des perspectives de coopération, notamment dans le domaine de la formation au droit international humanitaire et de l'accès aux programmes destinés aux populations les plus vulnérables.

À l'issue de l'audience, Nicolas Lambert, récemment arrivé au Mali, a salué la qualité des échanges avec les autorités militaires. « Je viens d'arriver au Mali, il me traite bien et nous avons la chance d'engager des discussions de façon très constructive avec les autorités du Mali. Nous apprécions cette collaboration qui est tout à fait positive et dans un esprit nova-



teur d'aide pour accomplir nos activités humanitaires », a-t-il déclaré.

Le chef de la délégation a réaffirmé l'engagement du CICR à soutenir les actions humanitaires dans le pays. Il a tenu à mettre en avant le rôle central de la Croix-Rouge du Mali, qui mobilise près de 10.000 volontaires sur le terrain pour assister les communautés affectées par les crises. Selon lui, tant que les besoins humanitaires persisteront, le CICR continuera à travailler avec toutes les parties pour protéger les populations vulnérables et leur apporter une assistance adaptée.

Nicolas Lambert a également exprimé sa gratitude aux autorités maliennes pour leur disponibilité et leur ouverture. « Cette opportunité m'a permis d'avoir une discussion franche et sincère avec les autorités, qui sont déterminées à aider les populations », a-t-il souligné.

De son côté, le Général de Division Oumar Diarra a salué la collaboration entre le Mali et les organisations humanitaires. Il a réitéré que la présence du CICR au Mali illustre l'importance accordée à la coopération en faveur des populations. Toutefois, il a rappelé que cette coopération repose désormais sur trois principes essentiels :

Le respect de la souveraineté du Mali; Le respect des choix stratégiques et des partenaires opérés par le pays; La défense des intérêts du peuple malien dans toutes les décisions prises.

Cette rencontre entre le CEMGA et la délégation du CICR met en lumière la volonté partagée de renforcer la coordination entre les forces armées et les acteurs humanitaires. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires persistants et une forte demande en aide humanitaire, ce type d'échanges apparaît indispensable pour améliorer l'efficacité des interventions sur le terrain.

En réaffirmant leur engagement commun, les deux parties ont envoyé un signal clair : la protection et l'assistance aux populations civiles demeurent une priorité, et la coopération entre les autorités maliennes et les partenaires humanitaires continuera d'être un levier essentiel pour répondre aux besoins du pays.

Yacouba Ongoiba

La CANAM intensifie la sensibilisation sur le RAMU à travers une campagne nationale



Du 10 au 28 août 2025, une mission d'information et d'échanges a sillonné cinq régions du Mali avec l'ambition d'élargir le dispositif à l'ensemble du pays.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU), la Direction Générale de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a initié, du 10 au 28 août 2025, une campagne nationale de sensibilisation. Celle-ci s'est tenue dans les régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et Gao, avec pour ambition de renforcer l'information, susciter l'adhésion et favoriser la responsabilisation de l'ensemble des acteurs impliqués.

Inscrit dans la Politique Nationale de Protection Sociale, le RAMU constitue un chantier majeur visant à étendre la couverture maladie à l'ensemble de la population malienne.

Après l'adoption des textes du RAMU, la CANAM a multiplié les séances d'information; mais cette nouvelle campagne se veut plus inclusive et approfondie. Les rencontres régionales, organisées en collaboration avec le Projet ARISE/KENEYA YIRIWALI, ont rassemblé près d'une centaine de participants par localité : services techniques déconcentrés, collectivités territoriales, organisations syndicales et professionnelles, société civile et partenaires institutionnels (CMSS, INPS, UTM).

Un accent sur le montage institutionnel et la lutte contre la fraude

Au-delà de la dissémination des textes fondateurs et de la présentation de la démarche ayant conduit à la bascule du Régime d'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) vers le RAMU, cette campagne a mis un accent particulier sur le montage technique et institutionnel du dispositif. Elle a aussi consacré un volet spécifique à la lutte contre la fraude, enjeu majeur pour assurer la viabilité financière du régime et préserver la confiance des assurés.

Des échanges sur les défis et les solutions

Cette campagne a également constitué un cadre d'échanges francs et constructifs sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO), les dispositifs correctifs déjà engagés, ainsi que les solutions envisagées à court, moyen et long termes. Ces discussions ont abouti à des recommandations fortes, visant à renforcer l'efficacité, la transparence et l'inclusivité du système, afin de garantir la réus-



site de la transition vers le Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU).

M. Amadou OUOLOGUEM, Préfet de la région d'Almoustarat, a salué l'initiative en ces termes : « Dans un contexte marqué par l'insécurité qui affecte la région de Gao, cet atelier de sensibilisation initié par la CANAM représente un véritable souffle d'espoir pour nos populations. Au-delà de son rôle pédagogique, il a contribué à rapprocher les communautés des dispositifs d'assurance maladie et à renforcer leur confiance envers les institutions.

Nous saluons les efforts constants de la CANAM qui, à travers ce type d'initiatives, œuvre non seulement pour l'amélioration de l'accès aux soins, mais également pour la consolidation de la résilience et de la cohésion sociale dans une région durement éprouvée. »



Une délégation pluridisciplinaire et une volonté d'élargir la démarche

La CANAM a mobilisé pour cette mission une délégation diversifiée composée de deux conseillers techniques, d'un représentant du Service juridique et contentieux, d'un représentant du Service de gestion des ressources humaines, de deux représentants du Service Communication ainsi que de deux représentants du Comité syndical. Cette diversité d'expertises témoigne d'une approche globale, intégrant à la fois les dimensions techniques, juridiques, institutionnelles et sociales.

Enfin, au regard de la pertinence des échanges et de l'adhésion suscitée, la CANAM entend élargir cette campagne à d'autres localités du pays, afin de permettre à un plus grand nombre d'acteurs et de bénéficiaires de s'approprier pleinement le RAMU, instrument au service de la justice sociale et de la solidarité nationale.

SERCOM/CANAM

OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Mopti : Yacouba Katilé appelle chaque citoyen à devenir « un soldat de la paix »



La ville de Mopti a vibré, le samedi 30 août 2025, au rythme de la Journée de soutien aux autorités de la Transition du Mali, organisée par les Communautés des Pêcheurs du Delta Central du Niger. Placée sous le haut parrainage de M. Yacouba Katilé, président du Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC), cette édition a été marquée par une série d'activités artistiques et culturelles reflétant la richesse et la diversité de la région.

L'événement a rassemblé de nombreuses personnalités, témoignant de l'importance accordée à cette journée symbolique. Aux côtés de M. Katilé figuraient notamment le Général de Brigade Daouda Dembélé, Gouverneur de la région de Mopti, M. Issa Kansaye, Maire de la Commune urbaine de Mopti, ainsi que plusieurs membres du Conseil national de Transition (CNT). La présence de ces figures institutionnelles a renforcé la portée politique et sociale de la rencontre.

La cérémonie d'ouverture, riche en prestations culturelles, a mis en avant le rôle central de Mopti comme carrefour de brassage et de coexistence des communautés. Dans un contexte national marqué par des défis sécuritaires et sociaux persistants, la manifestation s'est voulue un espace d'unité et de solidarité autour des autorités de la Transition.

En sa qualité de parrain de l'événement, Yacouba Katilé a livré un message empreint d'engagement citoyen et de patriotisme. « Chaque citoyen doit se considérer comme un soldat de la paix, prêt à soutenir les institutions de la République », a-t-il déclaré devant une foule attentive. Pour le président du CESEC, la paix et la cohésion sociale ne sauraient être uniquement l'affaire des autorités ou des forces de défense : elles nécessitent l'implication active de tous les Maliens.

L'homme, connu également comme secrétaire général de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), a rappelé que la stabilité du pays repose sur la capacité des citoyens à se mobiliser autour de valeurs communes. Dans son intervention, il a insisté sur la nécessité d'éviter les divisions et de privilégier le dialogue comme outil de résolution des différends.

Au-delà des discours, la Journée de soutien a permis de réaffirmer l'importance de la cohésion sociale dans une région souvent fragilisée par des tensions intercommunautaires. Les communautés de pêcheurs, initiatrices de l'événement, ont ainsi montré leur volonté de contribuer à la consolidation de la paix par des actions symboliques et inclusives.



Les activités artistiques et culturelles programmées ont servi de vecteur de rapprochement entre les différentes communautés, rappelant que l'identité malienne s'est toujours nourrie de diversité et de partage.

À travers ce rendez-vous, Mopti envoie un signal fort : celui d'une région qui, malgré les défis sécuritaires et économiques, choisit de se mobiliser pour la paix et de soutenir les autorités dans leur mission de refondation de l'État.

L'appel de Yacouba Katilé à chaque citoyen de devenir « un soldat de la paix » résonne comme une exhortation collective à prendre part activement à la construction d'un Mali uni, stable et prospère. La réussite de cette journée illustre que, face aux incertitudes, la solidarité et la cohésion demeurent les armes les plus puissantes pour préserver l'avenir du pays.

Yacouba Ongoiba



Dissolution des partis politiques : Me Konaté appelle la Cour constitutionnelle à « assumer pleinement ses responsabilités »



Le débat autour de la dissolution des partis politiques et mouvements à caractère politique au Mali connaît un nouveau rebondissement. Le 25 août dernier, le Tribunal de grande instance de la Commune I du district de Bamako a renvoyé l'affaire devant la Cour constitutionnelle. Cette décision marque une étape cruciale dans le contentieux qui oppose le gouvernement de la Transition, auteur des décrets de dissolution en mai 2025, et les défenseurs des libertés démocratiques.

Invité de la matinale d'Africa Radio, le vendredi 29 août, Me Mamadou Ismaïla Konaté, avocat et ancien ministre de la Justice, a salué le rôle du tribunal et appelé la Cour constitutionnelle à faire respecter l'ordre constitutionnel. Pour le juriste, le renvoi de ce dossier constitue un signal fort : « Nul ne peut être privé de ses droits politiques par un simple décret sans que la constitutionnalité de ce décret ne soit contrôlée. »

Selon lui, cette étape ouvre un « espace institutionnel de résistance démocratique » face à des mesures jugées liberticides. La Cour constitutionnelle se trouve désormais face à ses responsabilités : « Soit elle valide les décrets et cautionne une dérive autoritaire, soit elle réaffirme les principes constitutionnels et rétablit les libertés publiques. »

L'avocat a dénoncé une atteinte grave aux droits fondamentaux des Maliens, notamment



la liberté d'expression, la liberté d'opinion et le droit de participer à la vie politique. À ses yeux, les décrets de mai 2025 ont « anéanti toute la vie publique » en dissolvant les partis sans qu'aucune alternative institutionnelle ne soit mise en place. « Un décret, qui relève de l'ordre réglementaire, ne peut pas violer des droits garantis par la Constitution », a-t-il martelé.



Pour Me Konaté, la question posée à la Cour constitutionnelle est double : d'abord déterminer si un décret peut supprimer des droits issus de la Constitution ; ensuite évaluer si l'attitude du gouvernement de Transition constitue une faute politique et juridique. En ce sens, il exhorte les juges constitutionnels à protéger les acquis fondamentaux du peuple malien.

Quant aux annonces du gouvernement promettant une future réorganisation de la vie politique, l'avocat estime qu'elles relèvent de la manœuvre : « Il n'y a jamais eu de démarches nouvelles ni d'institutions créées pour accompagner ces décrets. »

En conclusion, Me Konaté place son espoir dans la Cour constitutionnelle, seule habilitée à trancher ce litige. « Nous avons demandé à la Cour d'assumer pleinement ses responsabilités, et nous avons bon espoir qu'elle annulera ces décrets », a-t-il déclaré.

L'enjeu dépasse le simple cadre juridique : il s'agit, selon l'ancien ministre, de préserver la souveraineté du peuple malien et de garantir que la Constitution demeure la boussole de la vie politique nationale.

Moctar Sow

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Anniversaire : Le PMU du Mali célèbre ses 31 ans avec éclat



Le lundi 1er septembre 2025 a marqué le lancement officiel des festivités commémoratives du 31e anniversaire du Pari Mutuel Urbain (PMU) du Mali. Lors d'une cérémonie grandiose tenue au siège de l'entreprise, le Directeur Général, Fassery Doumbia, a annoncé une série d'initiatives pour célébrer cet événement majeur.

Au cœur de ces festivités, une cagnotte exceptionnelle de 100 millions de FCFA a été dévoilée, témoignant ainsi de la reconnaissance du PMU envers la fidélité de ses parieurs. Cette généreuse récompense illustre l'engagement continu de l'entreprise à offrir des expériences de jeu enrichissantes à sa clientèle.

La cérémonie s'est déroulée en présence du Directeur Général Adjoint et de nombreux partenaires, soulignant ainsi l'importance de cet anniversaire pour toute la communauté PMU. Fassery Doumbia a saisi l'occasion pour saluer la santé florissante de l'entreprise, déclarant : « Aujourd'hui, PMU-Mali se porte très bien et les travailleurs méritent de bénéficier des fruits de notre réussite collective. »

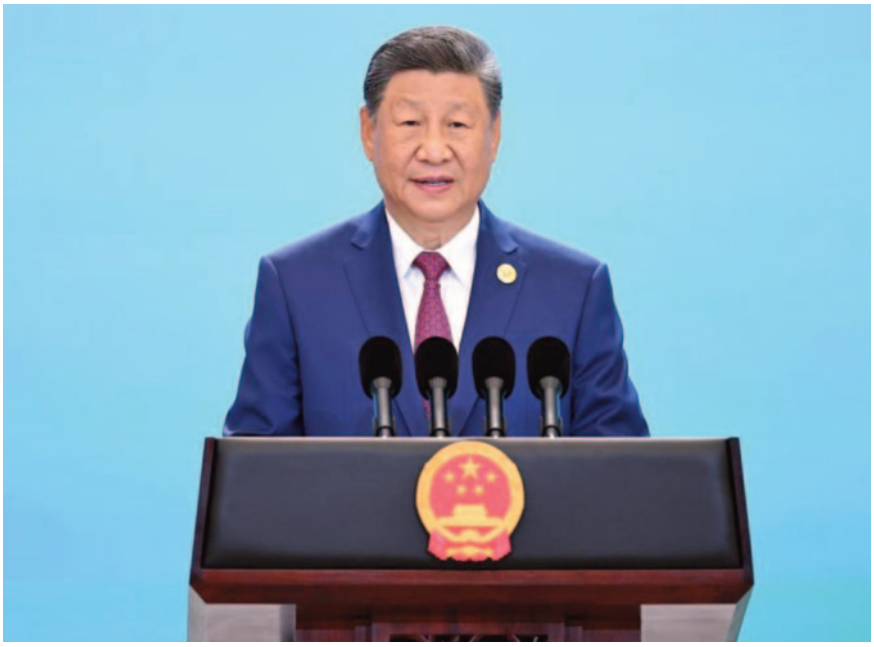
En plus de la cagnotte, le PMU a réaffirmé son engagement en matière de responsabilité sociale d'entreprise en effectuant des dons significatifs à la Direction générale de la gendarmerie ainsi qu'à l'École supérieure du journalisme et des sciences de la communication. Ces actions démontrent la volonté du PMU de contribuer activement aux secteurs de la sécurité et de l'éducation, soulignant ainsi son rôle en tant qu'acteur engagé dans le développement sociétal.

La cérémonie s'est conclue de manière festive avec la traditionnelle coupure du gâteau d'anniversaire, symbole de partage et de convivialité. Des témoignages émouvants ont également été partagés, mettant en lumière les actions remarquables menées par la direction du PMU pour promouvoir le développement de l'entreprise. Depuis ses débuts, le PMU-Mali s'est imposé comme un pilier essentiel du paysage des loisirs, contribuant ainsi de manière significative à l'économie nationale.

En ce 31e anniversaire, le PMU du Mali célèbre non seulement son histoire et son succès, mais aussi sa vision résolue de continuer à innover et à servir sa communauté avec passion et dévouement.

Fatou Sissoko

Xi Jinping à l'OCS : Unir les forces pour des résultats mutuellement bénéfiques



Le président chinois Xi Jinping a appelé, lundi, les États membres de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à intensifier leurs efforts pour promouvoir des partenariats fondés sur les bénéfices mutuels et les résultats « gagnant-gagnant ».

S'exprimant lors de la 25 Réunion du Conseil des chefs d'État de l'OCS, tenue à Tianjin, le dirigeant chinois a insisté sur la nécessité pour les pays membres de mieux harmoniser leurs stratégies de développement. « Nous devons mieux harmoniser les stratégies de développement et promouvoir la mise en œuvre de haute qualité de l'Initiative Ceinture et Route », a-t-il déclaré.

Xi Jinping a souligné l'importance de tirer parti des atouts que représentent les méga-marchés des États membres de l'OCS et la complémentarité de leurs économies. Selon lui, une meilleure coordination dans ce domaine permettrait non seulement de renforcer les échanges commerciaux, mais aussi de stimuler l'investissement dans des secteurs stratégiques.

Le président chinois a également insisté sur la nécessité d'améliorer la facilitation du commerce et de l'investissement, afin de dynamiser les flux économiques entre les pays membres. Cette orientation, selon lui, contribuera à créer un environnement plus favorable à la croissance partagée et à la stabilité régionale.

La référence explicite à l'Initiative Ceinture et Route (Belt and Road Initiative – BRI) confirme la volonté de Pékin de placer ce vaste projet d'infrastructures et de connectivité économique au centre de la coopération régionale. Pour Xi Jinping, sa mise en œuvre « de haute qualité » constitue une opportunité majeure pour renforcer les interconnexions et favoriser un développement durable au sein de l'OCS.

En filigrane, le discours du président chinois vise à rappeler que l'OCS, en tant que plateforme multilatérale, doit rester fidèle à ses principes de coopération et de solidarité. Dans un contexte géopolitique mondial marqué par de fortes rivalités et des incertitudes économiques, Xi Jinping invite les États membres à s'appuyer sur leurs convergences plutôt que sur leurs divergences.

La rencontre de Tianjin réaffirme ainsi la place centrale de la Chine dans la dynamique de l'OCS, organisation qui regroupe plusieurs puissances régionales et dont l'ambition est de promouvoir un nouvel équilibre international fondé sur la coopération économique et la stabilité sécuritaire.

Yacouba Ongoiba



Peng Liyuan invite les épouses des dirigeants étrangers participant au sommet de l'OCS à faire une croisière à Tianjin



Peng Liyuan, épouse du président chinois Xi Jinping, a invité lundi après-midi les conjointes des dirigeants étrangers assistant au sommet 2025 de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à faire une croisière sur le fleuve Haihe qui serpente à travers la ville portuaire de Tianjin.

Mme Peng a chaleureusement accueilli les invitées, serrant la main à toutes avant de se joindre à elles pour une photo de groupe. Sur le quai, des enfants chantaient joyeusement et agitaient des drapeaux chinois et étrangers pour leur souhaiter la bienvenue.

Ensuite, Mme Peng s'est jointe aux invitées pour une croisière sur le fleuve, au cours de laquelle elles ont découvert l'histoire et le développement de la ville. Décrivant Tianjin comme une ville alliant un riche patrimoine historique et un charme moderne, Mme Peng a déclaré que le fleuve Haihe avait été témoin du développement de Tianjin et des échanges et apprentissages mutuels entre diverses cultures. Elle a ajouté qu'elle se réjouissait de passer un moment inoubliable avec les invitées.

Tout en profitant de la vue sur le fleuve, elles ont savouré du thé et écouté un ensemble de sanxian, un instrument traditionnel chinois à trois cordes. Elles ont également posé pour une photo de groupe sur le pont. Les invitées ont exprimé leur admiration pour la culture traditionnelle chinoise raffinée et ont vivement salué les progrès remarquables accomplis dans la promotion de la modernisation chinoise.

Parmi les invitées figuraient les épouses du président ouzbek Chavkat Mirzioïev, du président mongol Ukhnaa Khurelsukh, du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, du président turc Recep Tayyip Erdogan, du Premier ministre arménien Nikol Pachinian, du Premier ministre népalais KP Sharma Oli, du Premier ministre égyptien Moustafa Madbouli et du Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim, ainsi que la fille du président iranien Masoud Pezeshkian.

Source: cgtn.com

AfroBasket U-16 : Le Mali vise un 9e titre consécutif

L'équipe nationale malienne se prépare à participer à la huitième édition de l'AfroBasket U-16, qui a débuté le 2 septembre à Kigali, au Rwanda. Le Mali sera représenté dans les tournois féminin et masculin, avec pour objectif de briller et de défendre ses couleurs avec fierté.

Du côté de l'équipe féminine, surnommée les Aiglonnes, l'objectif est clair : décrocher un 9e titre et conserver leur hégémonie dans la compétition. Sous la direction du sélectionneur Moussa Bibi Dao, la liste des 12 joueuses sélectionnées a été dévoilée. Parmi elles, on retrouve des talents tels que Mariya Diawara, Aichata Keita, Ami S. Kantao, ou encore Coumba Guindo. Ces joueuses talentueuses auront à cœur de représenter dignement leur pays et de défendre leurs chances pour atteindre la victoire.

Quant à l'équipe masculine, qui vise à remporter son deuxième titre après sa victoire en 2017, elle est motivée et déterminée à briller sur les parquets de l'AfroBasket U-16. Sous la houlette du coach Mamoutou Kane, les joueurs sélectionnés, tels que Moustapha O. Doumbia, Bakary Ballo, ou encore Mohamed L. Keita, ont été choisis pour former une équipe solide et compétitive. Leur ambition est claire : remporter le tournoi et hisser haut les couleurs du Mali.





Le tournoi se déroulera jusqu'au 12 septembre, offrant aux équipes maliennes l'opportunité de démontrer leur talent, leur détermination et leur esprit sportif sur la scène internationale. Les supporters maliens et les amateurs de basket-ball suivront avec attention les performances des Aiglonnes et de l'équipe masculine tout au long de la compétition. Espérons que ces jeunes talents maliens sauront briller et faire honneur à leur pays lors de cette prestigieuse compétition de basket-ball.

Fatou Sissoko



HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Les remises en questions sont indispensables, aujourd'hui. Vous aurez raison de prendre beaucoup de recul, ménagez-vous cet espace. Vous en faites trop pour les autres, accordez-vous des pauses rien que pour vous et pour vous relaxer. Aujourd'hui, c'est avec tact, patience, réalisme et compréhension que vous allez agir et communiquer pour améliorer vos relations et faire passer vos messages. Votre attitude va porter ces fruits. Vous serez content du résultat. Que demander de plus !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous aurez raison de ne pas vous prendre au sérieux aujourd'hui, suivez le mouvement de votre entourage. Vous auriez bien besoin de vous donner du temps pour vous délasser en profondeur, avant que le stress ne gagne la partie.
Vous vivrez des contacts étonnamment agréables qui vous ouvrent des perspectives de vie très bénéfiques. Vous serez servi en matière d'échanges enrichissants. La journée est propice aux alliances en tous genres et aux associations.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est le moment de prendre d'importantes décisions pour votre avenir professionnel. Certaines personnes demandent votre attention et vous racontent leurs problèmes de couple : ne les évitez pas mais ne prenez jamais parti, quelle que soit votre opinion. Vous vous éparpillez un peu dans tous les sens. Vous avez besoin d'évacuer les tensions accumulées ces derniers jours. Ne pas vous ennuyez est votre objectif du jour. Un brin égoïste vous ne prêtez pas attention aux personnes qui vous entourent.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous n'hésiterez pas à dire vos 4 vérités à ceux qui vous mettent en doute par jalousie... Ne prenez pas au pied de la lettre les conseils qui ne vous sont pas adaptés. Mettez-vous à l'écoute de votre corps et de ses besoins.
La journée se veut dynamique et socialement intéressante. Vous allez pouvoir exposer vos idées, prendre des initiatives, compter sur l'approbation de votre entourage ou vous investir dans un nouveau projet. Quoi qu'il en soit vous disposez de tous les atouts utiles pour remporter de belles satisfactions.

Lion (22 juillet - 23 août)

Ne discutaillez pas sur des détails sans importance. Allez donc à l'essentiel. La bienveillance de la Lune vous incite à l'évasion mentale, qui vient apaiser votre agitation intérieure, détendez-vous.
Le climat du moment vous invite à être dynamique et entreprenant. Ces bons aspects vous conviennent parfaitement pour agir, vous exprimer, mettre vos idées au grand jour, prendre une décision et aller au-devant des autres.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est une journée très active et elle peut devenir aussi très rentable. Si vous vous disputez avec quelqu'un, réfléchissez un instant et demandez-vous si ce n'est pas parce que vous voulez suivre un chemin qui ne vous convient pas.
Un réaménagement de votre cadre de travail ou de votre image sociale devient utile. C'est un bon moment pour poser les bases de vos prochaines responsabilités, en réfléchissant le calme et, pourquoi pas, en demandant conseil à un aîné.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous serez aujourd'hui plus impulsif et électrique que d'habitude... Évitez les sports extrêmes et les débats houleux ! Vous devrez fuir les excès en tous genres. Il est temps de vous prendre en main avant de d'être totalement épuisé. Rien ne pourra venir entacher votre belle humeur. Votre courage vous met sur une bonne voie pour votre avenir. De plus, vous vous sentez pleinement confiant et à l'aise pour aller au-devant des autres, discuter librement et consolider les liens.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous ne mettrez pas de gants pour dire ce que vous pensez, c'est une mise au point qui est bénéfique avec vos proches. Vous allez devoir puiser dans vos ressources cachées. Vous devez ralentir votre rythme.
Vous êtes tenace, c'est très apprécié. L'expérience d'une personne plus âgée vous permet de prendre une excellente décision ou de voir plus clairement votre potentiel, histoire de le rentabiliser.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne vous laissez pas envahir par les idées confuses qui fusent spontanément. Agissez selon vos priorités. Un manque de sommeil ralentit votre énergie, il serait temps de penser à vous coucher plus tôt.
C'est avec bienveillance que vous saurez convaincre et remonter le moral de votre entourage. Vous serez utile à ceux que vous aimez grâce à vos judicieux conseils. On vous écoute avec votre bonne humeur qui vous caractérise aujourd'hui.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous aurez envie de faire sauter des barrières. Ne mettez pas la charrue avant le reste et mettez les formes. Il y a trop de stress autour de vous, vos véritables limites sont là, cherchez plutôt le calme et le repos moral.
Le climat ambiant vous pousse à aller de l'avant, à vous éloigner des difficultés, à sortir de votre cadre établi et à vous lâcher. C'est le moment ou jamais de faire part de vos envies, de vos idées et de profiter des joies de l'existence.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Le passé revient à vous sous la forme d'une rencontre, d'un courrier, appel téléphonique. Des signes de fatigue se font sentir, vous pourrez vous permettre de lever le pied sans nuire aux affaires courantes, n'hésitez pas à le faire.
Aujourd'hui, votre bonne humeur et votre humour seront vos meilleurs atouts pour obtenir tout ce que vous voulez. Alors, profitez-en pour exposer vos idées, vos envies, partager vos messages, défendre vos points de vue, négocier ou trouver un arrangement.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous allez pouvoir améliorer votre situation. Votre vision sera plus objective. Votre activité revue à la hausse sera susceptible de vider vos réserves par à-coups épuisants, gérez correctement vos réserves pour tenir la distance.
Vous éprouvez de l'amertume. Vous ne vous sentez pas d'attaque pour affronter les petits aléas de la vie. Votre quotidien vous étouffe, vous avez besoin de dépaysement mais vous n'êtes pas d'humeur à rêver à un renouveau.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com